

Universalisation, protection sociale et résistances citoyennes dans l'économie politique latino-américaine

Universalisation, Social Protection and Citizen Resistance in Latin American Political Economy

Universalización, protección social y resistencias ciudadanas en la economía política latinoamericana

Carrier, Alain R.

Universidad Bernardo O'Higgins, Facultad de Ingeniería, Ciencia y Tecnología,
Santiago, Chili
acarrier@ubo.cl

 <https://orcid.org/0000-0002-4668-0166>

Astroza-Suárez, Paulina

Universidad de Concepción, Departamento de Derecho Público, Facultad de Ciencias
Jurídicas y Sociales, Concepción, Chili
pastroza@udec.cl

 <https://orcid.org/0000-0002-4200-8006>

Muñoz-Sepúlveda, Juan Francisco

Universidad del Alba, Escuela de Trabajo Social, Facultad de Ciencias Sociales y
Humanidades, Chili
juanfrancisco7@gmail.com

 <https://orcid.org/0009-0005-3666-8226>

Schmidt, Liubov

Siberian State University of Engineering and Biotechnology, Russie

lyubov-83@bk.ru

 <https://orcid.org/0009-0001-5366-1000>

Résumé

Cet article a pour objectif d'analyser les transformations des modèles de protection sociale en Amérique latine entre le super-cycle des matières premières, la phase post-boom et la pandémie, en examinant les tensions entre universalisation, focalisation et résistances citoyennes dans l'économie politique régionale. Il adopte une approche de revue narrative et d'analyse documentaire, fondée sur la littérature spécialisée et sur des données régionales issues d'organismes internationaux. Les résultats montrent que l'expansion partielle de la protection sociale n'a pas supprimé la segmentation institutionnelle liée à l'informalité, aux inégalités de genre, aux systèmes de retraite fragmentés et à la faible capacité redistributive des États. La pandémie a intensifié ces limites, tout en renforçant les demandes sociales de droits, de soins et de justice fiscale. L'article conclut que les modèles de protection sociale latino-américains traversent une recomposition inachevée, dont l'avenir dépendra de réformes fiscales, institutionnelles et politiques capables de soutenir une citoyenneté sociale plus universelle.

Mots-clés : protection sociale, économie politique, inégalités sociales, citoyenneté sociale, Amérique latine.

Abstract

This article aims to analyze the transformations of welfare models in Latin America between the commodity super-cycle, the post-boom phase and the pandemic, focusing on the tensions between universalisation, targeting and citizen resistance within the region's political economy. It adopts a narrative review and documentary analysis approach, based on specialized literature and regional data from international organizations. The findings show that the partial expansion of social protection has not overcome the institutional segmentation associated with informality, gender inequalities, fragmented pension systems and the weak redistributive capacity of Latin American states. The pandemic intensified these limitations while strengthening social demands for rights, care policies and fiscal justice. The article concludes that Latin American welfare models are undergoing an unfinished process of recomposition, whose future will depend on fiscal, institutional and political reforms capable of sustaining a more universal form of social citizenship.

Keywords: social protection, political economy, social inequalities, social citizenship, Latin America.

Resumen

Este artículo tiene como objetivo analizar las transformaciones de los modelos de bienestar en América Latina entre el superciclo de las materias primas, la fase posboom y la pandemia, examinando las tensiones entre universalización, focalización y resistencias ciudadanas en la economía política regional. Adopta un enfoque de revisión narrativa y análisis documental, basado en literatura especializada y datos regionales de organismos internacionales. Los resultados muestran que la expansión parcial de la protección social no ha eliminado la segmentación institucional asociada a la informalidad, las

desigualdades de género, los sistemas previsionales fragmentados y la débil capacidad redistributiva de los Estados. La pandemia intensificó estos límites, al mismo tiempo que fortaleció las demandas sociales por derechos, políticas de cuidado y justicia fiscal. El artículo concluye que los modelos de bienestar latinoamericanos atraviesan una recomposición inconclusa, cuyo futuro dependerá de reformas fiscales, institucionales y políticas capaces de sostener una ciudadanía social más universal.

Palabras clave: protección social, economía política, desigualdades sociales, ciudadanía social, América Latina.

Reçu : 5 juin 2026 - **Accepté :** 11 septembre 2026

1. Introduction

Depuis le début du XXI^e siècle, l'Amérique latine a connu une profonde recomposition de ses modèles de protection sociale, étroitement liée aux transformations de l'économie politique régionale. Le super-cycle des matières premières (2003–2013) a favorisé une phase d'expansion relative des politiques sociales, soutenue par la hausse des revenus d'exportation, l'augmentation des dépenses publiques et l'élargissement des programmes de transferts sociaux. Cette conjoncture a permis une réduction significative de la pauvreté monétaire et une amélioration partielle des indicateurs sociaux dans plusieurs pays de la région (CEPAL, 2019).

Toutefois, ces avancées se sont révélées structurellement fragiles. Le ralentissement économique postérieur à 2014, combiné à la persistance de l'informalité du travail, à la faible capacité redistributive des systèmes fiscaux et à la segmentation historique des régimes de protection sociale, a rapidement mis en évidence les limites des modèles de

développement latino-américains. La pandémie de COVID-19 a ensuite agi comme un révélateur et un accélérateur de ces contradictions. En 2020, la région a enregistré une contraction du PIB de 6,8 %, correspondant à la crise économique la plus sévère depuis les années 1930 (CEPAL, 2021). Malgré une reprise partielle durant les années suivantes, les perspectives de croissance demeurent faibles et insuffisantes pour soutenir durablement l'élargissement des droits sociaux (CEPAL, 2024).

Dans ce contexte, les tensions entre universalisation et focalisation des politiques sociales ont acquis une centralité nouvelle dans les débats contemporains sur l'avenir de l'État social latino-américain. Alors que les dispositifs ciblés ont contribué à réduire certaines formes de pauvreté, ils ont également consolidé des systèmes fragmentés, fortement dépendants de la position des individus sur le marché du travail. Parallèlement, l'aggravation des inégalités, la crise des systèmes de retraite, l'intensification des charges de soins et la montée des résistances citoyennes

ont progressivement remis en question les fondements du contrat social régional.

Ces dynamiques ne peuvent être comprises uniquement comme des effets conjoncturels de la crise sanitaire ou du ralentissement économique. En effet, elles traduisent plus largement une recomposition inachevée des modèles de protection sociale en Amérique latine, marquée par des tensions tenaces entre redistribution, segmentation institutionnelle et demandes croissantes de justice sociale. L'analyse des politiques sociales latino-américaines dépasse ainsi les débats technocratiques sur l'efficacité des dispositifs publics pour s'inscrire dans une réflexion plus large sur les rapports entre État, marché, citoyenneté et démocratie dans les économies périphériques contemporaines.

L'objectif de cet article est d'analyser les transformations des modèles de protection sociale en Amérique latine entre le super-cycle des matières premières, la phase post-boom et la pandémie, en examinant les tensions entre universalisation, focalisation

et résistances citoyennes dans l'économie politique régionale. À partir d'une approche de revue narrative et d'analyse documentaire, l'article met en évidence les limites structurelles des systèmes de protection sociale latino-américains ainsi que les défis politiques, fiscaux et institutionnels associés à la construction d'une citoyenneté sociale plus universelle.

2. Approche méthodologique

Cet article adopte une approche qualitative fondée sur une revue narrative et une analyse documentaire de la littérature spécialisée relative aux modèles de protection sociale (entendus comme modèle de *welfare* en anglais ou *bienestar* en castillan) et aux transformations de l'économie politique en Amérique latine entre le super-cycle des matières premières, la phase post-boom et la pandémie de COVID-19.

La sélection bibliographique a privilégié des travaux théoriques et empiriques portant sur les régimes de protection sociale, la

focalisation et l'universalisation des politiques sociales, les systèmes de retraite, les politiques de soins, les inégalités de genre et les résistances citoyennes dans la région. Des rapports institutionnels et des données comparatives produits par des organismes internationaux, notamment la CEPAL, ont également été mobilisés afin d'intégrer une perspective régionale actualisée.

L'analyse repose sur une démarche comparative et interprétative visant à identifier les principales tensions structurelles qui traversent les modèles de protection sociale latino-américains, en articulant les dimensions institutionnelles, fiscales, sociales et politiques des transformations contemporaines du bien-être.

3. Cadre théorique et approche analytique

3.1. Régimes de protection sociale et segmentation sociale

La littérature comparative sur les régimes de protection sociale a été durablement structurée par la typologie d'Esping-Andersen (1990),

fondée sur le degré de décommodification, les formes de stratification sociale et le rôle respectif de l'État, du marché et de la famille. Toutefois, cette grille d'analyse, élaborée principalement à partir des expériences européennes et nord-américaines, présente des limites importantes pour interpréter les trajectoires latino-américaines. Dans cette région, les systèmes de protection sociale ne se sont pas développés à partir d'une généralisation stable du salariat formel, mais dans des économies marquées par l'informalité, la dualisation du marché du travail et la faiblesse historique de la capacité redistributive de l'État.

Les travaux de Martínez Franzoni et Sánchez-Ancochea (2016) permettent de dépasser cette limite en montrant que les régimes de protection sociale latino-américains doivent être compris comme des configurations institutionnelles hybrides et segmentées. La protection sociale y demeure fortement dépendante de la position occupée sur le marché du travail : les travailleurs formels accèdent prioritairement

aux mécanismes contributifs, tandis que les populations informelles, précaires ou exclues du salariat stable dépendent de dispositifs assistanciers ciblés, de programmes non contributifs ou de solidarités familiales. Cette segmentation produit des formes différenciées de citoyenneté sociale et limite la capacité des politiques publiques à fonctionner comme mécanismes universels de redistribution.

Dans cette perspective, l'informalité ne constitue pas seulement une caractéristique du marché du travail, mais un principe structurant des modèles de protection sociale latino-américains. Elle fragilise le financement des systèmes contributifs, réduit la couverture effective des droits sociaux et reproduit des hiérarchies institutionnelles entre bénéficiaires. Ainsi, l'analyse des régimes de protection sociale dans la région exige de déplacer le regard depuis les typologies classiques vers une approche attentive aux rapports entre structure productive, marché du travail, capacité étatique et accès différencié à la protection sociale.

3.2. Universalisation versus focalisation

Le débat entre universalisation et focalisation constitue l'un des axes centraux de l'économie politique du bien-être en Amérique latine. Depuis les années 1990, les politiques ciblées se sont imposées comme une réponse pragmatique aux contraintes budgétaires, à l'ampleur de la pauvreté et à la faiblesse des systèmes contributifs. Les programmes de transferts monétaires conditionnels ont contribué à réduire la pauvreté monétaire et, dans certains cas, à améliorer l'accès à l'éducation et à la santé des populations les plus vulnérables (Lustig, 2018).

Cependant, la focalisation présente des effets ambivalents lorsqu'elle coexiste avec des régimes contributifs fragmentés. Levy (2008) montre que les dispositifs assistanciers ciblés peuvent renforcer la dualisation sociale lorsqu'ils offrent une protection minimale aux populations pauvres sans modifier les inégalités structurelles entre travailleurs formels et informels. Dans ce cadre, la focalisation atténue certains effets de la pauvreté, mais ne transforme

pas les fondements institutionnels de l'exclusion sociale.

Les approches universalistes, en revanche, s'appuient sur une conception plus large de la citoyenneté sociale. À partir du cadre des capacités, Sen (1999) souligne que le développement doit être compris comme l'élargissement des libertés réelles des individus, ce qui suppose un accès effectif aux biens, services et droits fondamentaux. Dans une perspective complémentaire, Piketty (2013, 2020) insiste sur le rôle de la redistribution fiscale, de l'investissement public et de la progressivité de l'impôt dans la réduction durable des inégalités. Appliquée à l'Amérique latine, cette approche met en évidence que l'universalisation de la protection sociale ne peut être dissociée d'une transformation des structures fiscales et des rapports de pouvoir économique.

Le dilemme entre universalisation et focalisation ne relève donc pas seulement d'un choix technique entre efficacité et équité. Il exprime une tension politique plus profonde

concernant la nature du contrat social, les critères d'appartenance à la communauté politique et la capacité des États à garantir des droits sociaux indépendamment de la position des individus sur le marché du travail.

3.3. Économie politique du bien-être en Amérique latine

L'analyse des modèles de protection sociale latino-américains exige enfin une lecture d'économie politique capable d'articuler politiques sociales, structure productive, coalitions politiques et capacité fiscale. Les limites des systèmes de protection sociale ne peuvent être expliquées uniquement par des déficits administratifs ou par des choix sectoriels de politiques publiques. Elles sont liées à des trajectoires historiques de développement marquées par la dépendance aux cycles d'exportation, la concentration des revenus, la faible progressivité fiscale et la fragmentation des coalitions sociales favorables à l'universalisation.

Dans ce cadre, les crises récentes ont joué un rôle ambivalent. Le super-cycle des

matières premières a permis d'élargir les dépenses sociales et de réduire certains indicateurs de pauvreté, mais sans transformer durablement les bases fiscales ni les structures productives qui soutiennent les systèmes de protection sociale. La phase post-boom et la pandémie ont ensuite révélé la fragilité de ces avancées, en exposant les limites de la protection sociale face à l'informalité, aux inégalités territoriales, aux déficits de soins et à la vulnérabilité des ménages dépendants de revenus instables.

La question du bien-être devient ainsi indissociable de la légitimité démocratique. Lorsque les politiques sociales sont perçues comme fragmentées, insuffisantes ou conditionnelles, elles peuvent renforcer la défiance envers les institutions et alimenter des formes de contestation citoyenne. À l'inverse, la construction de systèmes plus universels suppose non seulement des ressources fiscales plus robustes, mais aussi des coalitions politiques capables de soutenir une redistribution élargie et une

conception plus inclusive de la citoyenneté sociale.

Cette articulation entre protection sociale, citoyenneté et accès différencié aux droits dans les sociétés latino-américaines a également été analysée à partir de perspectives transnationales portant sur les transformations contemporaines de la protection sociale et des mobilités dans la région (Parella, Petroff et Serradell, 2014).

Ainsi, l'économie politique du bien-être en Amérique latine se situe au croisement de trois tensions : la tension entre croissance économique et redistribution, la tension entre focalisation et universalisation, et la tension entre légitimité institutionnelle et résistances citoyennes. C'est à partir de cette grille analytique que les sections suivantes examinent les réformes des retraites, l'institutionnalisation des soins, les effets de la pandémie et la montée des mobilisations sociales dans la région.

4. Transformations structurelles des modèles de protection sociale

4.1. Réformes des retraites et fragmentation institutionnelle

Les systèmes de retraite occupent une place centrale dans les débats sur la soutenabilité et l'équité des modèles de protection sociale en Amérique latine. Les réformes fondées sur la capitalisation individuelle, introduites dans plusieurs pays à partir des années 1980 et 1990, reposent sur une logique de responsabilisation individuelle, de financiarisation de la protection sociale et de réduction du rôle direct de l'État. Toutefois, l'expérience régionale a progressivement mis en évidence les limites de ces dispositifs : couverture incomplète, pensions insuffisantes, forte dépendance aux trajectoires professionnelles formelles et exposition des individus aux fluctuations des marchés financiers.

Dans une perspective néo-institutionnaliste, les travaux de Thelen (2004) et de Hacker (2006) permettent d'interpréter

ces réformes comme des processus de changement incrémental, dans lesquels les institutions ne sont pas nécessairement remplacées, mais transformées par ajustements successifs, déplacements de responsabilités et recompositions graduelles des risques sociaux. En Amérique latine, cette dynamique explique pourquoi les systèmes de capitalisation ont souvent été corrigés à travers l'introduction de piliers solidaires, de pensions minimales ou de dispositifs non contributifs, sans que la logique initiale de segmentation ait été entièrement dépassée.

Les analyses de Barr (2012) et de Barr et Diamond (2008) renforcent cette lecture en soulignant que les retraites ne peuvent être conçues uniquement comme des instruments d'épargne individuelle. Elles constituent des institutions sociales destinées à mutualiser les risques liés à la vieillesse, à l'incertitude du cycle de vie et aux inégalités accumulées sur le marché du travail. Dans les économies latino-américaines, caractérisées par une forte informalité et des carrières discontinues,

les systèmes fondés exclusivement sur la capitalisation tendent donc à reproduire les inégalités préexistantes plutôt qu'à les corriger.

Les travaux de Mesa-Lago (2020) montrent qu'une tendance régionale à la « resocialisation » partielle des retraites s'est consolidée au cours des dernières décennies. Cette tendance se manifeste par l'expansion de mécanismes non contributifs, de garanties minimales et de formes accrues d'intervention publique. Toutefois, ces ajustements demeurent insuffisants lorsque les systèmes fiscaux restent faiblement redistributifs et que l'informalité continue de limiter la base contributive. Ainsi, les réformes des retraites révèlent une tension centrale des modèles de protection sociale latino-américains : la nécessité d'élargir la solidarité sociale sans disposer toujours des coalitions politiques, des capacités fiscales et des institutions nécessaires pour soutenir une universalisation effective.

4.2. Systèmes de soins, genre et reproduction sociale

L'institutionnalisation des systèmes de soins constitue un autre axe décisif de transformation des modèles de protection sociale en Amérique latine. Longtemps considérées comme des responsabilités familiales et privées, les activités de soin ont été historiquement externalisées vers les ménages et assumées de manière disproportionnée par les femmes. Cette organisation a permis de soutenir la reproduction sociale des sociétés latino-américaines tout en invisibilisant une partie essentielle du travail nécessaire au fonctionnement de l'économie.

Les analyses féministes de Federici (2004) et de Fraser (2016) permettent de comprendre le soin comme un enjeu central de l'économie politique du bien-être. Le travail domestique et de reproduction sociale ne constitue pas une sphère extérieure à l'économie, mais l'une de ses conditions de possibilité. Dans cette perspective, les régimes de protection sociale qui reposent implicitement sur le

travail non rémunéré des femmes produisent une forme spécifique de segmentation sociale et de genre, en transférant vers les ménages les coûts de la protection, de la dépendance et de la vulnérabilité.

En Amérique latine, cette problématique est accentuée par la faiblesse des services publics de soins, le vieillissement démographique, la persistance de normes familiales traditionnelles et l'informalité du travail féminin. Les femmes continuent d'assumer la majorité du travail de soins non rémunéré, ce qui limite leur participation au marché du travail formel, réduit leur autonomie économique et fragilise leur accès futur aux droits contributifs, notamment aux pensions. Le soin apparaît ainsi comme un point de jonction entre inégalités de genre, informalité, pauvreté multidimensionnelle et fragmentation des systèmes de protection sociale.

L'émergence récente de politiques nationales de soins dans certains pays latino-américains peut être interprétée comme une tentative de repolitisation du soin. Elle traduit le passage

progressif d'une conception familiale et privée de la dépendance vers une approche fondée sur la co-responsabilité entre l'État, les familles, le marché et la communauté. Toutefois, cette transition demeure incomplète. Sans financement stable, sans infrastructures publiques suffisantes et sans articulation avec les politiques d'emploi, de santé, d'éducation et de sécurité sociale, les systèmes de soins risquent de rester fragmentés et de reproduire les inégalités qu'ils cherchent à corriger.

En ce sens, les retraites et les soins ne doivent pas être analysés comme deux domaines séparés. Ils constituent deux expressions d'un même problème structurel : la difficulté des États latino-américains à construire des systèmes de protection sociale capables d'universaliser les droits dans des sociétés marquées par l'informalité, les inégalités de genre, la faible capacité fiscale et la fragmentation institutionnelle.

Le Tableau 1 synthétise les principales transformations structurelles de la protection

sociale en Amérique latine, en distinguant les problèmes identifiés, les réponses récentes, les limites persistantes et les enjeux d'économie politique associés.

Tableau 1. Transformations structurelles de la protection sociale en Amérique latine

Dimension analytique	Problème structurel	Réponses récentes	Limites persistantes	Enjeu d'économie politique
Retraites	Fragmentation entre travailleurs formels, informels et populations exclues du système contributif	Piliers solidaires, pensions minimales, dispositifs non contributifs	Pensions insuffisantes, couverture incomplète, dépendance aux trajectoires laborales formelles	Capacité fiscale et coalitions politiques pour soutenir la solidarité intergénérationnelle
Soins	Surcharge du travail non rémunéré assumé par les femmes	Reconnaissance progressive du soin comme enjeu public	Faiblesse des infrastructures, financement instable, persistance des normes familiales	Redistribution du temps, du revenu et des responsabilités entre État, marché, familles et communauté
Genre	Articulation entre informalité, travail de soins et accès inégal aux droits sociaux	Politiques d'égalité, programmes de soins, débats sur l'autonomie économique	Faible insertion professionnelle formelle, écarts de salaire et écarts prévisionnels	Reconnaissance du soin comme condition de la citoyenneté sociale
Vieillesse démographique	Augmentation de la demande de pensions, santé et dépendance	Réformes paramétriques et expansion partielle des services	Pression sur les systèmes fiscaux et contributifs	Soutenabilité de long terme des modèles de protection sociale
Universalisation	Droits sociaux dépendants de la position sur le marché du travail	Extension partielle de programmes non contributifs	Maintien de la segmentation institutionnelle	Construction d'un nouveau pacte fiscal et social

Source : élaboration propre.

5. Pandémie, vulnérabilités multidimensionnelles et redéfinition du rôle de l'État

5.1. Réponses étatiques et capacités institutionnelles

La pandémie de COVID-19 a constitué un stress test sans précédent pour les systèmes de protection sociale en Amérique latine. En 2020, la région a enregistré une contraction moyenne du PIB de 6,8 %, accompagnée d'une chute massive du taux d'emploi, en particulier dans les secteurs à forte intensité de travail informel (CEPAL, 2021). Face à l'ampleur du choc, les États ont déployé des transferts d'urgence, des subventions salariales et des dispositifs exceptionnels de protection des revenus. Ces réponses ont permis d'atténuer l'effondrement immédiat des conditions de vie, mais elles ont également révélé les profondes asymétries institutionnelles entre les pays.

Le Chili, le Brésil et le Pérou illustrent trois modalités contrastées de réponse étatique. Au Chili, l'*Ingreso Familiar de Emergencia* et les retraits anticipés des fonds de pension

ont permis de soutenir rapidement les revenus des ménages, tout en exposant la dépendance du système à des mécanismes individuels de protection. Au Brésil, l'*Auxílio Emergencial* a atteint une population importante de travailleurs informels, montrant la capacité d'un transfert massif à réduire temporairement la pauvreté, mais aussi la difficulté de transformer une réponse exceptionnelle en dispositif permanent. Au Pérou, les transferts d'urgence ont été limités par les faiblesses des registres sociaux et par la difficulté d'identifier les bénéficiaires dans une économie fortement informelle.

Ces expériences montrent que la pandémie n'a pas seulement remis en cause le paradigme de l'État minimal, comme l'a suggéré Rodrik (2020). Elle a surtout révélé que la capacité de protection dépend de la qualité des institutions publiques, de l'existence de systèmes d'information sociale, de la densité administrative et de la capacité fiscale. Dans cette perspective, l'intervention de l'État ne peut être réduite à une logique compensatoire de court terme. Comme le soutient Mazzucato

(2024), la crise a confirmé la nécessité d'un État capable non seulement de corriger les défaillances du marché, mais aussi de créer de la valeur publique et d'orienter les transformations sociales.

5.2. Pauvreté multidimensionnelle et fractures sociales

La pandémie a également mis en évidence les limites d'une approche strictement monétaire de la pauvreté. Les pertes de revenus se sont combinées à des privations simultanées en matière de santé, d'éducation, de logement, de connectivité numérique et de sécurité économique. Dans ce contexte, l'approche de la pauvreté multidimensionnelle développée par Alkire et Foster (2011) offre un cadre analytique pertinent pour comprendre l'accumulation des vulnérabilités et leur reproduction dans le temps.

L'un des effets les plus durables de la crise a concerné l'éducation. Les fermetures prolongées des établissements scolaires, combinées à l'accès inégal aux technologies numériques, ont produit des pertes

d'apprentissage particulièrement fortes parmi les enfants et adolescents issus des ménages les plus pauvres. Cette fracture éducative a renforcé les inégalités territoriales et sociales préexistantes, notamment dans les zones rurales, périphériques et informelles. La pandémie a ainsi montré que la pauvreté ne se réduit pas à l'insuffisance de revenus, mais renvoie à l'impossibilité d'accéder simultanément à des ressources matérielles, numériques, éducatives et institutionnelles.

Les fractures numériques ont occupé une place centrale dans cette dynamique. Dans plusieurs pays de la région, l'accès différencié à Internet, aux équipements informatiques et à des conditions adéquates d'apprentissage à domicile a transformé la continuité pédagogique en privilège social. Ainsi, la pandémie a contribué à approfondir les mécanismes de reproduction intergénérationnelle des inégalités, en affectant plus fortement les ménages déjà exposés à la pauvreté, à la précarité résidentielle et à l'informalité du travail.

Le Tableau 2 présente une synthèse des principales vulnérabilités multidimensionnelles mises en évidence par la pandémie, ainsi que leurs effets sur les modèles de protection sociale latino-américains.

Tableau 2. Vulnérabilités multidimensionnelles révélées par la pandémie en Amérique latine

Dimension	Manifestation pendant la pandémie	Effet sur les modèles de protection sociale
Revenus	Perte d'emploi, baisse des revenus informels, dépendance aux transferts d'urgence	Fragilisation des protections fondées sur le travail formel
Éducation	Fermeture des écoles, pertes d'apprentissage, accès inégal à l'enseignement à distance	Reproduction des inégalités sociales et territoriales
Connectivité numérique	Accès inégal à Internet, aux équipements et aux compétences numériques	Transformation de la fracture numérique en fracture sociale
Santé	Saturation des systèmes sanitaires, accès différencié aux soins	Renforcement des inégalités d'exposition aux risques
Logement	Surpeuplement, précarité résidentielle, difficultés d'isolement sanitaire	Aggravation de la vulnérabilité des ménages pauvres
Protection sociale	Réponses temporaires et ciblées, couverture institutionnelle inégale	Nécessité de systèmes plus universels et intégrés

Source : élaboration propre.

5.3. Genre, soins et crise de la reproduction sociale

Les effets de la pandémie ont été profondément différenciés selon le genre. Les femmes ont été surreprésentées dans les secteurs les plus touchés par la crise, notamment les services, le commerce, le travail domestique et les emplois informels. En même temps, elles ont assumé l'essentiel de l'augmentation du travail de soins liée à la fermeture des écoles, à la prise en charge des enfants et au soutien des personnes dépendantes. Cette double pression a provoqué une baisse de la participation féminine au marché du travail et a fragilisé les progrès réalisés au cours des décennies précédentes en matière d'autonomie économique.

Cette dynamique confirme les analyses de Fraser (2016, 2022) sur la crise de la reproduction sociale. La pandémie a rendu visible une contradiction centrale des modèles de protection sociale latino-américains : leur dépendance implicite au travail non rémunéré des femmes. Lorsque les institutions éducatives, sanitaires et sociales ont été

interrompues ou affaiblies, une partie importante des coûts de la crise a été transférée vers les ménages, et plus particulièrement vers les femmes. Le soin est ainsi apparu non comme une question privée, mais comme un enjeu structurel de justice sociale, de soutenabilité économique et de citoyenneté.

En Amérique latine, cette crise du soin s'articule à des inégalités déjà existantes : informalité féminine, écarts salariaux, accès limité à la sécurité sociale et faible reconnaissance du travail domestique. Les politiques de soins ne peuvent donc être considérées comme des mesures sectorielles isolées. Elles doivent être comprises comme des composantes centrales d'un nouveau pacte social, capable d'articuler redistribution des revenus, redistribution du temps, égalité de genre et universalisation de la protection sociale.

6. Résistances citoyennes et crise de légitimité

6.1. Mobilisations sociales et contestation du contrat social

Les mobilisations sociales observées en Amérique latine depuis la fin des années 2010 ne peuvent être réduites à des réactions ponctuelles face à des mesures gouvernementales spécifiques. Elles expriment une contestation plus profonde des modèles de développement et de protection sociale, dans un contexte marqué par la persistance des inégalités, la précarité du travail, la fragmentation de la protection sociale et la défiance envers les institutions. Les mouvements sociaux au Chili, en Colombie, en Équateur ou au Pérou ont ainsi articulé des revendications relatives au coût de la vie, aux retraites, aux services publics, à la dignité sociale et à la reconnaissance politique.

Les cadres proposés par Tilly et Tarrow (2007) ainsi que par Tarrow (2011) permettent d'interpréter ces mobilisations comme des formes de politique conflictuelle, dans lesquelles les acteurs collectifs contestent non seulement certaines politiques publiques, mais aussi les règles de distribution, de représentation et de légitimité qui structurent l'ordre social. Dans cette perspective,

les résistances citoyennes ne constituent pas un phénomène extérieur aux modèles de protection sociale : elles en révèlent les limites internes et mettent en évidence les attentes sociales non satisfaites par les régimes de protection existants.

L'écart entre les promesses d'inclusion produites durant le cycle de croissance des années 2000 et la persistance de protections fragmentées a contribué à politiser les inégalités sociales. Les demandes citoyennes ne portent plus uniquement sur l'accès à des programmes ciblés, mais sur la reconnaissance de droits sociaux plus stables, universels et institutionnellement garantis. La mobilisation devient ainsi un espace de remise en question du contrat social et de la définition même de la citoyenneté.

6.2. Crise de confiance, populisme et citoyenneté sociale

La montée des résistances citoyennes s'inscrit dans une crise plus large de la confiance envers les institutions politiques. La perception d'un État incapable de garantir des droits

sociaux suffisants, combinée à la persistance des inégalités et à la faible capacité redistributive, fragilise la légitimité démocratique. Dans plusieurs pays latino-américains, les systèmes de protection sociale produisent des expériences différenciées de citoyenneté : les travailleurs formels accèdent à certains droits contributifs, tandis que les populations informelles ou précaires dépendent de dispositifs ciblés, temporaires ou conditionnels.

Cette segmentation alimente un sentiment de distance entre l'État et la société. Lorsque l'accès à la protection sociale apparaît instable, insuffisant ou dépendant de critères restrictifs, la citoyenneté sociale perd sa capacité intégratrice et se transforme en une expérience inégale d'appartenance. La crise de légitimité n'est donc pas seulement institutionnelle ou électorale ; elle est également sociale, car elle renvoie à la capacité de l'État à produire sécurité, reconnaissance et droits effectifs.

Les analyses de Mudde (2007) permettent de comprendre pourquoi ce déficit de représentation

peut favoriser la montée de discours populistes. Toutefois, dans le contexte latino-américain, les résistances citoyennes ne doivent pas être assimilées mécaniquement au populisme. Une partie importante des mobilisations récentes exprime au contraire des demandes de démocratisation sociale : justice fiscale, réforme des retraites, reconnaissance du soin, égalité de genre, services publics et participation politique. Dans cette perspective, plusieurs travaux ont souligné que les revendications contemporaines autour des droits sociaux et de la participation citoyenne traduisent également une reconfiguration des attentes démocratiques et des formes d'inclusion sociale en Amérique latine (Silva Dittborn et al., 2018).

6.3. Vers un nouveau pacte social ?

Les résistances citoyennes peuvent ainsi être interprétées comme des signaux de transformation institutionnelle plutôt que comme de simples facteurs d'instabilité. Elles révèlent les limites des arrangements existants et rendent visibles les tensions entre croissance économique, redistribution, droits sociaux et légitimité démocratique.

Dans cette perspective, la construction d'un nouveau pacte social en Amérique latine suppose de dépasser l'opposition étroite entre focalisation et universalisation afin de repenser les conditions politiques, fiscales et institutionnelles de la citoyenneté sociale.

Un tel pacte impliquerait au moins trois déplacements. Premièrement, il nécessiterait de reconnaître que la protection sociale ne peut rester dépendante de la position des individus sur le marché du travail. Deuxièmement, il exigerait de renforcer la capacité fiscale et redistributive des États afin de financer des droits sociaux plus universels. Troisièmement, il devrait intégrer les dimensions de genre, de soins, de territoire et de participation citoyenne comme composantes centrales des politiques de bien-être.

Toutefois, cette transformation demeure politiquement incertaine. Les mobilisations peuvent ouvrir des moments critiques, mais leur traduction institutionnelle dépend des coalitions politiques, des capacités étatiques

et des rapports de force sociaux. En l'absence de réformes fiscales structurelles et de mécanismes durables de participation, les résistances citoyennes risquent de se traduire par une instabilité récurrente plutôt que par une recomposition profonde des modèles de protection sociale.

Ainsi, la crise de légitimité qui traverse l'Amérique latine ne constitue pas seulement un symptôme de fragilité démocratique. Elle exprime également une demande de refondation sociale. L'avenir des modèles de protection sociale dépendra de la capacité des États et des sociétés latino-américains à transformer cette conflictualité en institutions plus inclusives, capables d'articuler redistribution, reconnaissance et participation démocratique.

7. Conclusion

Cet article a analysé les transformations des modèles de protection sociale en Amérique latine entre le super-cycle des matières premières, la phase post-boom

et la pandémie, en examinant les tensions entre universalisation, focalisation et résistances citoyennes dans l'économie politique régionale. L'analyse montre que les avancées sociales des années 2000 n'ont pas supprimé les fondements structurels de la segmentation sociale : informalité persistante, faible capacité redistributive, fragmentation institutionnelle, inégalités de genre et dépendance des droits sociaux à la position des individus sur le marché du travail.

Le principal résultat de l'article est que les modèles de protection sociale latino-américains traversent une recomposition inachevée. Les politiques ciblées ont permis d'atténuer certaines formes de pauvreté, mais elles n'ont pas suffi à construire une citoyenneté sociale universelle. De même, les réformes des retraites, les politiques de soins et les réponses d'urgence face à la pandémie ont élargi partiellement le rôle de l'État, sans transformer durablement les bases fiscales, institutionnelles et politiques de la protection sociale.

L'apport de cette analyse réside dans l'articulation entre protection sociale, économie politique et légitimité démocratique. Les résistances citoyennes ne sont pas interprétées uniquement comme des expressions d'instabilité, mais comme des indicateurs des limites du contrat social existant et comme des demandes de redistribution, de reconnaissance et de participation. Elles montrent que l'avenir du bien-être en Amérique latine dépendra autant de la capacité fiscale et institutionnelle des États que de la construction de coalitions sociales capables de soutenir des réformes à caractère universel.

Enfin, le futur agenda de recherche devrait approfondir l'étude comparative des trajectoires nationales, notamment en matière de fiscalité progressive, systèmes de soins, informalité, transition démographique, fractures numériques et nouvelles formes de mobilisation sociale. Ces dimensions seront décisives pour envisager les développements futurs de la région en la matière, à savoir si elle se dirige vers des modèles de protection

sociale plus intégrés et universels ou, au contraire, vers des formes encore plus fragmentées d'inclusion sociale, de vulnérabilité et de défiance institutionnelle.

Rôles respectifs des auteurs dans l'élaboration de la contribution :

Auteur/autrice 1 : Conceptualisation ;
Méthodologie ; Rédaction – version initiale
; Rédaction – révision et correction

Auteur/autrice 2 : Investigation ; Analyse
formelle ; Rédaction – révision et correction

Auteur/autrice 3 : Gestion des données ;
Rédaction – révision et correction

Auteur/autrice 4 : Analyse formelle ;
Validation ; Rédaction – révision et correction

Références citées

Alkire, S. y J. E. Foster (2011): «Counting
and multidimensional poverty measu-
rement», *Journal of Public Economics*,

95(7-8), pp. 476-487. <https://doi.org/10.1016/j.jpubeco.2010.11.006>

Barr, N. y P. Diamond (2008): *Reforming pen-
sions: principles and policy choices*, Oxford,
Oxford University Press.

Barr, N. (2012): *Economics of the welfare state*,
Oxford, Oxford University Press.

Comisión Económica para América Latina
y el Caribe, CEPAL (2019): *Panorama Social
de América Latina 2019*, Santiago de Chile,
Naciones Unidas.

Comisión Económica para América Latina y
el Caribe, CEPAL (2021): *Estudio Económico
de América Latina y el Caribe 2021: diná-
mica laboral y políticas de empleo para una
recuperación sostenible e inclusiva más allá
de la crisis del COVID-19*, Santiago de Chile,
Naciones Unidas.

Comisión Económica para América Latina
y el Caribe, CEPAL (2024): *Panorama
Social de América Latina y el Caribe*

2024: desafíos de la protección social no contributiva para avanzar hacia el desarrollo social inclusivo, Santiago de Chile, Naciones Unidas.

Esping-Andersen, G. (1990): *The three worlds of welfare capitalism*, Princeton, Princeton University Press.

Federici, S. (2004): *Caliban and the witch: women, the body and primitive accumulation*, New York, Autonomedia.

Fraser, N. (2016): «Contradictions of capital and care», *New Left Review*, 100, pp. 99-117.

Fraser, N. (2022): *Cannibal capitalism: how our system is devouring democracy, care, and the planet—and what we can do about it*, London, Verso.

Hacker, J. S. (2006): *The great risk shift: the new economic insecurity and the decline of the American dream*, Oxford, Oxford University Press.

Levy, S. (2008): *Good intentions, bad outcomes: social policy, informality, and economic growth in Mexico*, Washington, Brookings Institution Press.

Lustig, N. (ed.) (2018): *Commitment to equity handbook: estimating the impact of fiscal policy on inequality and poverty*, Washington, Brookings Institution Press.

Martínez Franzoni, J. y D. Sánchez-Ancochea (2016): *The quest for universal social policy in the South: actors, ideas and architectures*, Cambridge, Cambridge University Press.

Mazzucato, M. (2024): «¿Cómo salvar el tratado pandémico? », *Project Syndicate*, 25 de marzo. Disponible en web: <https://www.project-syndicate.org/commentary/pandemic-treaty-needs-the-following-to-succeed-by-mariana-mazzucato-2024-03/spanish> [Consulta: 8 de mayo de 2026].

Mesa-Lago, C. (2020): *Reassembling social security: a survey of pension and health care*

reforms in Latin America, Oxford, Oxford University Press.

Mudde, C. (2007): *Populist radical right parties in Europe*, Cambridge, Cambridge University Press.

Parella, S. y T. Speroni (2018): «Las perspectivas transnacionales para el análisis de la protección social en contextos migratorios», *Autoctonía. Revista de Ciencias Sociales e Historia*, II(1), pp. 37-56. <http://dx.doi.org/10.23854/autoc.v2i1.59>

Piketty, T. (2013): *Le capital au XXI^e siècle*, Paris, Éditions du Seuil.

Piketty, T. (2020): *Capital et idéologie*, Paris, Éditions du Seuil.

Rodrik, D. (2020): «Will COVID-19 remake the world? », *Project Syndicate*, 6 de abril. Disponible en web: <https://www.project-syndicate.org/commentary/will-covid19-re-make-the-world-by-dani-rodrik-2020-04> [Consulta: 8 de mayo de 2026].

Sen, A. (1999): *Development as freedom*, New York, Alfred A. Knopf.

Silva Dittborn, C., C. Ramírez y M. J. Martínez (2018): «Relevancia de incorporar la formación en competencias interculturales de comunicación en la formación de pregrado de Trabajo Social en Chile», *Autoctonía. Revista de Ciencias Sociales e Historia*, II(1), pp. 108-122. <http://dx.doi.org/10.23854/autoc.v2i1.54>

Tarrow, S. (2011): *Power in movement: social movements and contentious politics*, 3.^a ed., Cambridge, Cambridge University Press.

Thelen, K. (2004): *How institutions evolve: the political economy of skills in Germany, Britain, the United States, and Japan*, Cambridge, Cambridge University Press.

Tilly, C. y S. Tarrow (2007): *Contentious politics*, Boulder, Paradigm Publishers.